

PROJET KOraduB

Newsletter

Avril 2020

26



ATELIER RÉGIONAL D'ORIENTATION ET DE PLANIFICATION AVEC LES PARTENAIRES

LE KORADUB HARMONISE SES « NOTES »

Par **Safiétou Sokhna TRAORÉ** (Assistante Programmes)

Dans le souci d'une bonne mise en œuvre du Projet KOraduB financé par Expertise France via l'Initiative 5 %, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) a organisé un atelier régional d'orientation et de planification. Cet atelier a réuni l'ensemble des partenaires de mise en œuvre, dont l'Alliance burundaise contre le sida (ABS) et le Réseau national des jeunes vivant avec le VIH (RNJ+) du Burundi, l'Initiative privée et communautaire pour la santé et la riposte au VIH/sida au Burkina Faso (IPC/BF), le Réseau africain pour la santé et l'éducation (RAES) et l'UNESCO du Sénégal. Cette activité s'est déroulée au Sénégal. Elle s'inscrit dans une démarche d'harmonisation des interventions du Projet KOraduB dont l'objectif est d'améliorer l'accès des jeunes populations clés à des services VIH et SSR de qualité, sensibles au genre, conviviaux et intégrés au Burkina Faso, au Burundi et au Sénégal.

Application « Hello Ado », cadre logique et outils de reporting, procédures de décaissement, baseline de certains indicateurs, partage d'outils de reporting financiers, confidentialité des images et du consentement éclairé... Autant d'aspects sur lesquels les participants de l'atelier d'orientation et de planification se sont penchés pour une meilleure harmonisation des interventions. Ces participants sont venus du Burundi avec l'Alliance burundaise contre le sida (ABS) et le Réseau national des jeunes vivant avec le VIH (RNJ+), du Burkina Faso avec l'Initiative privée et com-

munautaire pour la santé et la riposte au VIH/sida (IPC/BF) et du Sénégal avec le Réseau africain pour la santé et l'éducation (RAES), en plus de l'UNESCO et l'ANCS.

Les plans d'action de ces organisations partenaires sont passés en revue par les délégations avant que les documents ne soient présentés en plénière pour recueillir les avis des autres pays. Cet exercice s'est révélé instructif, car permettant à chaque organisation d'apprécier le paquet d'activités à réaliser au niveau de chaque pays.

Ouvrant les travaux au nom de la directrice exécutive de l'ANCS, le directeur technique a souhaité la bienvenue aux participants. Il est revenu sur le processus d'élaboration et le contexte de la mise en œuvre du projet pour dire combien le programme est important pour les jeunes, dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproduction en Afrique.

Le directeur technique a également rappelé que le Projet KOraduB vient combler un gap important pour une meilleure offre de services de SSR pour les jeunes et vient compléter et renforcer les projets du Fonds mondial au niveau des pays de mise en œuvre. Il a vivement remercié Expertise France et son équipe qui ont beaucoup soutenu l'ANCS dans le processus de mise en place et de démarrage du projet. Enfin, il a terminé son propos en souhaitant bons travaux aux participants, en espérant que les conclusions issues de cet atelier constitueront un fer de lance pour la mise en œuvre du programme financé par Expertise France à travers l'Initiative 5 %.

Photo de famille des délégations
du Burkina (IPC) ;
du Burundi (RNJ+, ABS) ;
du Sénégal (ANCS, Unesco, RAES)



27

Juste un clic et les jeunes peuvent accéder aux connaissances sur leurs droits en santé sexuelle et reproductive, et se renseigner sur les structures de prise en charge situées dans leurs localités respectives. Avec l'application « Hello Ado », conçue dans le cadre de la mise en œuvre du Projet KOraduB, les jeunes, en particulier les jeunes populations clés, peuvent désormais, de manière fiable, anonyme et gratuite, accéder à des informations permettant une meilleure prise en charge de leur éducation complète sexuelle (ESC).



APPLICATION « HELLO ADO » : LE CLIC QUI RENFORCE LES CONNAISSANCES DES JEUNES EN TERMES DE DROITS EN SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE...

Par **Clément BOUTET** (RAES)

Difficultés d'accès à l'information pertinente, par peur d'être jugé-e-s ou par défaut de connaissance des structures adéquates, manque d'accompagnement bienveillant des professionnel-le-s de santé, caractère tabou de la sexualité, autant de raisons qui expliquent la mise en danger des jeunes, et plus particulièrement les jeunes issu-e-s des populations clés vis-à-vis des IST et du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Conscients de ces écueils et souhaitant profiter de la facilité des jeunes à manipuler les smartphones, l'ANCS, l'UNESCO et le RAES ont conçu une application mobile, « Hello Ado », permettant, de manière fiable, anonyme et gratuite (1) de renforcer les connaissances des jeunes en termes de droits et santé sexuels et reproductifs et (2) de les diriger vers les structures auxquelles ils/elles peuvent prétendre. Alors qu'une version pilote avait déjà été développée et testée, le Projet Koradub, débuté en mars 2019, a permis de développer une version plus aboutie de l'application, prenant en

compte les retours des tests de terrain réalisés sur la version pilote et offrant une géolocalisation des services sociaux, judiciaires ou sanitaires auxquels les jeunes peuvent avoir recours. Commencé au Sénégal et au Burkina Faso, le travail de géolocalisation est en cours et va se poursuivre pour faciliter l'accès des jeunes aux structures auxquelles ils/elles peuvent prétendre.

La disponibilité de l'application se fera progressivement et suivra le processus de géolocalisation. Dès lors que les données seront récoltées pour une localité, l'application sera mise à la disposition des jeunes de cette zone. Cette mise en ligne graduelle permettra de maîtriser le nombre d'utilisateur-ice-s, dans un premier temps, et de recueillir leur avis pour faire des ajustements et des corrections. Le processus de géolocalisation devrait s'achever au début de l'année 2020 au Sénégal et au Burkina Faso, et sera suivi par les autres pays du projet.

L'application « Hello Ado » sera donc progressivement mise à la disposition des jeunes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, à partir de l'année 2020.

WILLIAM NGUÉ - UNESCO

« L'avis de tous les partenaires du projet est le bienvenu pour une amélioration de l'application avant sa finalisation et son lancement »



Le processus de mise en place de cette application respectera toutes les procédures et lois des pays de mise en œuvre du Koradub. Elle sera soumise au comité d'éthique qui validera, à la suite d'une étude scientifique, les étapes concernant ce processus. Les enquêtes de géolocalisation seront déroulées sous l'autorisation des services compétents de l'Etat. L'avis de tous les partenaires du projet est le bienvenu, pour une amélioration de l'application avant sa finalisation et son lancement. La mise en place de cette application respectera toutes les procédures et lois des pays de mise en œuvre du KOraduB.

CLÉMENT BOUTET - RAES

Le nombre de téléchargements et le taux d'utilisation parmi les indicateurs du projet



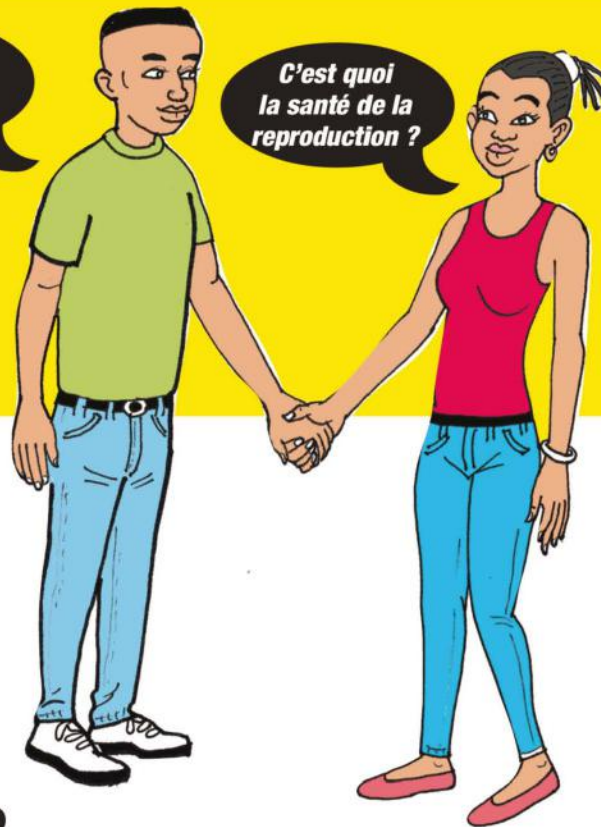
La version pilote de l'application ne fonctionnait qu'avec internet. Lors des tests de terrain, les jeunes ont insisté sur l'importance de pouvoir accéder à l'application hors ligne. Ainsi, les articles, les fiches et les jeux peuvent être consultés hors ligne sur la nouvelle version beta. De nombreuses pistes de développement sont en cours de réflexion, comme le déploiement sur iOS, la traduction en anglais ou une version sur ordinateur. Mais avant de se diriger vers une de ces pistes, nous aimerions tester la version beta auprès des jeunes et ce sont elles et eux qui définiront les pistes les plus pertinentes. Le nombre de téléchargements et le taux d'utilisation de l'application, indicateurs que nous pouvons directement trouver sur le Playstore et que nous pouvons filtrer par pays, seront des indicateurs clés du projet. Les équipes du SESSTIM (l'unité de recherche en charge de l'évaluation de l'application) ont également souhaité que le parcours des jeunes sur l'application soit tracé afin de savoir comment ils et elles l'utilisent et quels contenus mettre en avant.

INTÉGRATION AUX SERVICES VIH ET SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (SSR)

L'intégration des services VIH et santé sexuelle et reproductive (SSR) reste encore faible au niveau des structures de santé publiques et communautaires, dans les pays de mise en œuvre du projet KOraduB (Sénégal, Mali, Burkina, Burundi). Cette situation est ressortie de l'exploitation de l'évaluation de départ réalisée au niveau de ces pays, au cours de la période avril, mai, juin 2019. Ladite évaluation a également montré des limites, quant à la fréquentation des jeunes populations clés au niveau des structures de santé.

C'est quoi la santé sexuelle ?

C'est quoi la santé de la reproduction ?



L'ÉVALUATION DE DÉPART MONTRE DES GAPS IMPORTANTS À COMBLER DANS LES PAYS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET KORADUB

Par **Magath POUYE** (Responsable Suivi Evaluation et Recherche)
Famara MANE (Chargé Suivi Evaluation et Recherche)

Pour rappel, le projet KOraduB vise à améliorer l'accès des jeunes populations clés aux services VIH et SSR de qualité, sensibles au genre, conviviaux et intégrés dans trois capitales (Ouagadougou, Dakar et Bujumbura) et plusieurs autres villes du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal. Ceci, à travers le renforcement des connaissances, des compétences et des attitudes des prestataires de services publics et communautaires, le renforcement du leadership des jeunes PC, la création d'un module d'auto-formation en éducation sexuelle complète (ESC) et une sensibilisation des décideurs de plusieurs secteurs.

Pour mener à bien ce projet, il était important de procéder à une évaluation de départ, en vue de diagnostiquer l'existant au niveau de chaque pays de mise en œuvre. Pour chaque pays, l'évaluation cible trois villes. Il s'agit, pour le Sénégal, de Dakar, Ziguinchor et Saint-Louis.

Pour le Burkina Faso, sont concernées Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou. Le Burundi compte Bujumbura, Rumonge et Gitéga, alors que le Mali retient Bamako, Sikasso et Ségou.

Les résultats issus de l'exploitation de ce rapport d'évaluation ont montré que l'intégration du VIH et SSR reste encore faible pour les structures de santé publique et communautaire accueillant les jeunes populations clés (moins de 24 %). La fréquentation de ces services par les jeunes tourne autour de 32 % et s'oriente beaucoup plus vers les services communautaires que publiques.



NON FREQUENTATION DES STRUCTURES DE SANTE

LES JEUNES POPULATIONS CLÉS ÉVOQUENT LES RAISONS

Par **Magath POUYE** (Responsable Suivi Evaluation et Recherche)
Famara MANE (Chargé Suivi Evaluation et Recherche)

Ainsi, au SÉNÉGAL, il semble que les structures publiques de santé soient faciles d'accès pour les habitants de la ville et sa périphérie. Mais cette accessibilité pose problème aux habitants des localités situées hors de Dakar. En effet, la prise en charge des populations n'y est pas effective, par manque de structures ou de prestataires formés dans ce sens.

« Certaines structures de santé sont parfois très éloignées et des problèmes de transport se posent souvent. D'où la nécessité de vulgariser et décentraliser l'exemple de certaines structures de santé comme la Polyclinique (Institut d'hygiène sociale). »

FGJ-HSH - Dakar

Au BURKINA FASO, l'accès des jeunes populations clés aux services de santé publics est difficile, à cause de leur orientation sexuelle. Toutefois, lors du focus groupe avec les PS à Ouagadougou, elles affirment avoir accès aux services sans pour autant être satisfaites.

« Oui, on a accès, mais toujours insatisfait. »

FGJ-HSH - Ouagadougou

Quant à l'accessibilité géographique, elles pensent que c'est souvent éloigné. Ce qui les amène souvent à faire des dépenses supplémentaires.

« Souvent zones enclavées, et implique des dépenses supplémentaires en transport. »

FGJ-HSH - Ouagadougou

Par rapport aux structures publiques : **« Elles ne sont pas adéquates, car les horaires d'ouverture ne permettent pas aux populations clés d'y accéder. »**

Mais les HSH ne semblent pas être satisfaits de l'accueil et donnent une mauvaise appréciation de la prise en charge de leurs préoccupations.

« Écoute acceptable, si orientation sexuelle inconnue ; mauvaise PEC, discriminatoire. »

FGJ-HSH - Ouagadougou

Au BURUNDI, les jeunes pensent qu'un mauvais accueil leur est réservé dans les structures publiques de santé. Ce qui leur fait dire « qu'il y a une nécessité de mettre en place des services d'accueil dans tous les coins du pays ». Ces jeunes déclarent ne pas avoir accès à ces services de santé publics à cause de la discrimination dont ils sont victimes.

« Influence de la religion, mauvaise interprétation pour certains prestataires de santé publique, n'a pas accès aux médicaments nécessaires. »

FGJ-HSH - Rumongé

Au MALI, la question de la marginalisation, de la discrimination et de la stigmatisation est principalement évoquée comme des obstacles majeurs qui empêchent les jeunes populations clés d'intégrer les services de santé publics.

« Les populations clés fréquentent très rarement les structures de santé publiques. »

Focus Groupe Jeunes populations clés - Bamako

Focus Groupe jeunes - Sikasso

Enfin, les prestataires qui sont dans ces structures ne sont pas bien formés pour travailler avec les adolescents et les jeunes populations clés sur la santé sexuelle et reproductive. Cette situation a engendré une forte stigmatisation et discrimination à l'endroit de ces populations à haut risque d'infection et cela les pousse à s'éloigner des structures publiques de prise en charge.

Tableau de fréquentation des jeunes au niveau des structures publiques et communautaires

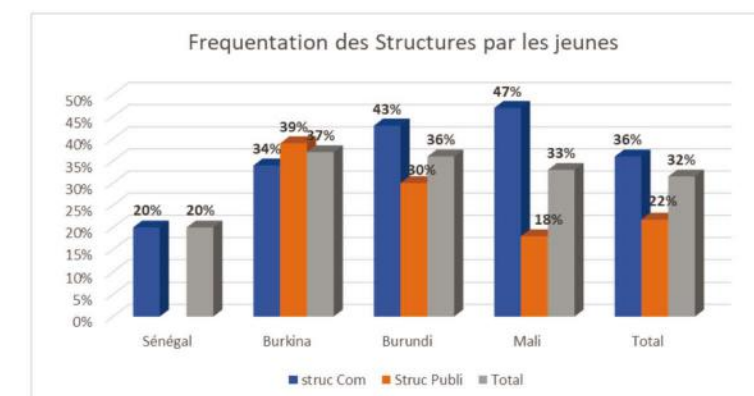




Photo de famille regroupant les professionnels de santé et acteurs communautaires des sites de prise en charge.

VIH, SANTÉ, DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES JEUNES POPULATIONS CLÉS

LE KORADUB POUR UN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ ET ACTEURS COMMUNAUTAIRES

Renforcer les capacités des professionnels de santé et acteurs communautaires à répondre aux besoins des jeunes populations clés des villes et des zones ciblées sur le VIH, la santé, les droits sexuels et reproductifs des jeunes populations clés. Tel est l'objectif de l'atelier de formation organisé par l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) lors de la mise en œuvre du Programme KOraduB financé par Expertise France, dans le cadre de l'Initiative 5 %.

Par **Issa NIANG** (Responsable Communication et Marketing)

Cet atelier fait suite à celui organisé sur la préparation des jeunes formateurs et l'adaptation du module 101 « Droits de santé sexuelle et reproductive et VIH » qui s'est tenu au Burundi, en perspective de l'animation des ateliers nationaux de formation des organisations impliquées dans la mise en œuvre du programme.

Il s'agira, au-delà d'enclencher l'autoréflexion sur le travail auprès des jeunes populations clés, de renforcer la compréhension des concepts essentiels que sont l'intégration et les liens, le genre et la sexualité, la stigmatisation et la discrimination. Cet atelier permettra de renforcer également la compréhension qu'ont les partenaires des points d'entrée

pour la fourniture et la fréquentation des services intégrés pour les jeunes populations clés.

La première session de cet atelier a réuni les prestataires de la région médicale de Dakar. Il s'agit des cibles des responsables et agents de santé et d'associations thématiques et communautaires en plus des médiateurs et/ou jeunes leaders issus des populations clés. Ces cibles sont formées dans une perspective d'améliorer « la qualité de l'intégration des informations et services de VIH et SSR pour les jeunes issus des populations clés aussi bien dans les établissements de santé que dans les centres et espaces communautaires ». Une deuxième session réunira les prestataires des autres régions de mise en œuvre du projet KOraduB.

SUITE À LA 31



SUITE DE LA 30 - La prévalence parmi les jeunes, bien qu'étant en baisse dans de nombreux pays en Afrique de l'Ouest et du Centre, reste encore inquiétante, compte tenu de leur vulnérabilité. La plupart des jeunes pensent à leur vie sexuelle et reproductive de manière générale et le VIH ne représente qu'une partie de leur vie. Par ailleurs, l'utilisation du préservatif reste faible et peu d'adolescents bénéficient de services de conseil et de dépistage. Les filles, elles, continuent à faire face à un risque plus élevé de contracter une infection à VIH par rapport aux garçons du même âge.

De plus, les niveaux de prévalence élevés au sein des populations clés (HSH, PS, CDI) sont la preuve qu'il y a nécessité d'agir autrement par rapport à leur accès aux services de VIH, de SSR et de droits humains, notamment pour les jeunes issus de ces groupes.

Dans la région de Dakar, le cas des MSM est inquiétant, avec le taux de prévalence le plus élevé de 49,7 %. Une situation qui oblige les acteurs de la réponse à développer des approches innovantes et ciblées pour une meilleure

prise en charge des populations clés, notamment des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

VISITE DES STRUCTURES DE SANTÉ

Lors de cet atelier, les participants ont jugé utile de procéder à des visites de terrain, en se rendant dans quelques structures de santé de Dakar afin de constater, de visu, l'effectivité de l'intégration dans la prise en charge de la santé et droits sexuels et reproductifs des jeunes populations clés. C'est ainsi qu'ils se sont rendus en équipe au Centre de traitement ambulatoire CTA de Fann, à l'hôpital d'Enfants Albert Royer et au centre de santé Philippe Maguillène Senghor. La restitution des équipes, à l'issue des visites sur site, a montré quelques barrières de cette intégration liées à la non-adéquation ou absence d'espaces dédiés spécialement aux jeunes. Les responsables des sites de prise en charge qui ont pris part à l'atelier, restent confiants quant aux interventions visant à améliorer les besoins en santé sexuelle et productive chez les jeunes populations clés.

RÉACTIONS... Rassemblées par **I. NIANG** (Responsable Communication et Marketing)

I. N. : Lorsque les jeunes populations clés parlent d'intégration des services de santé sexuels et reproductifs dans les services VIH, elles savent ce qu'elles veulent



IRAKOZE NELCY
RNJ+ Burundi

On dit souvent : « Mieux vaut tard que jamais ». Mon expérience en tant que jeune est l'illustration parfaite du Projet KOraduB mis en œuvre par l'ANCS. Des jeunes engagés, passionnés peuvent faire mieux que tout le monde. Se présenter devant les prestataires de santé, échanger et discuter sur l'intégration des DSSR et le VIH dans leurs services est tout à fait possible. Quoi qu'il en soit, les jeunes sont des experts de leur propre vie. Donnez-leur un programme qui répond exactement à leurs besoins. Lorsque les jeunes populations clés parlent de l'intégration de DSSR dans les services VIH, elles savent ce qu'elles veulent. En tant que jeunes, nous voulons accéder facilement à un service de qualité, complet dans un temps raisonnable et accessible dans un même site. Tout cela sera possible si nous faisons correctement une bonne planification au niveau programmatique et financier pour mieux répondre aux besoins réels et spécifiques des jeunes et ados populations clés.

Mme S. A. K. : Disposer d'un cadre plus adéquat qui permettrait une meilleure prise en charge de cette population



Mme SECK ABY KÉBÉ
(Travailleuse sociale Point focal VIH au niveau du district sanitaire de Diamniadio)

A l'issue de cet atelier, j'ai constaté que c'est une activité novatrice, car c'est nouveau pour moi de participer à ce type d'atelier. Ce genre d'évènement est dédié à promouvoir une meilleure prise en charge de la population clé jeune au niveau des différentes structures dans lesquelles nous travaillons. Cela permettra, assurément, de mettre en exergue cette population jeune en question, en vue d'améliorer leur prise en charge dans les différents sites. A Diamniadio, il y a beaucoup de choses à accomplir. Toutefois, il subsiste déjà des acquis, dans la mesure où il y a un site sentinelle de prise en charge des populations clés à Sébikotane, dans la maternité, et qui fait partie du district de Diamniadio. Aussi, une étroite collaboration, un travail en synergie est à notifier entre la maternité et le centre de santé. Nous sommes souvent confrontés à une population clé jeune, particulièrement constituée de professionnelles de sexe (PS) âgées entre 18 et 30 ans, qui demande qu'on leur fournisse certaines prestations. Aussi, les préservatifs sont disponibles. Toutefois, c'est le cadre d'accueil qui fait défaut, étant un peu étroit. Nous disposons d'un seul bureau au niveau du service social où les interventions sociales sont faites. De ce fait, il serait souhaitable d'avoir un cadre plus adéquat, qui nous permettrait d'améliorer les conditions de prise en charge de cette population. Assurément, nous avons un certain espace au niveau de Diamniadio. En ce qui concerne la sensibilisation, étant donné que c'est une structure qui fait beaucoup de prestations, il faudrait sensibiliser tous les acteurs qui tournent autour de Diamniadio, mais aussi la collectivité locale, le foyer des jeunes qui est déjà un acquis. Il serait aussi bénéfique de les impliquer davantage dans l'approche des jeunes, particulièrement des populations clés.

**M. MBOUP**

Technicien supérieur en santé communautaire CTA Dakar

M. M. : Au niveau de la prise en charge intégrée, nous sommes beaucoup mieux outillés, à l'issue de cet atelier

L'engagement des jeunes à travers projet Kora-Dub est une source non négligeable qui pourrait nous aider dans l'atteinte des 3X90 de l'ONUSIDA, et cela contribue en même temps à nous rendre opérationnels en tant que prestataires de services. Cet atelier nous permet d'intégrer, au sein de nos structures de référence, la santé sexuelle et reproductive, en vue de mieux s'en approprier et d'en faire un objectif dans l'atteinte des 3X90. Dès lors, au niveau du site de prise en charge de CTA, il faudrait améliorer certaines choses. En effet, nous étions dotés auparavant d'une sage-femme grâce au programme FHI. Malheureusement, nous avons dû nous en séparer à la fin dudit programme. Et les patients continuent d'émettre le besoin de bénéficier d'une prise en charge gynécologique. Dans l'idéal, nous voudrions assurer la pérennité de ce service dont nous ne disposons plus à ce jour. Fort heureusement, à la sortie de cet atelier, nous sommes satisfaits en raison de l'intéressant et très instructif programme qui a été déroulé. Enfin, nous sommes en mesure, au terme de cette semaine d'atelier, d'être beaucoup mieux outillés au niveau de la prise en charge intégrée.

Dr F. K. N. : Nous comptons mettre en pratique les connaissances acquises, dès notre retour au sein de nos services

Au terme de cet atelier, mes impressions sont bonnes, car nous avons acquis une certaine connaissance en matière de prise en charge. La thématique sur le genre a été beaucoup appréciée et de nombreuses connaissances nous ont été inculquées. Nous comptons ainsi les mettre en pratique dès notre retour au sein de nos services. A Albert Royer, nous avons une unité de prise en charge des enfants et des adolescents vivant avec le VIH. En outre, un réseau national des jeunes porteurs du VIH a récemment été mis en place l'année passée. Toutefois, nous sommes confrontés à un manque d'espace réservé aux jeunes. De nombreuses activités se déroulent à l'endroit des jeunes. Cela dit, il manque un cadre approprié afin de mener à bien ces activités. La prise en charge est assez développée, avec la diversité des activités telles que la visite médicale, la gratuité des soins et surtout un accueil chaleureux avec une équipe de prise en charge assez outillée et dotée d'une certaine expérience. En outre, des jeunes médiateurs font partie de l'équipe et la prise en charge est plutôt bonne dans l'ensemble.

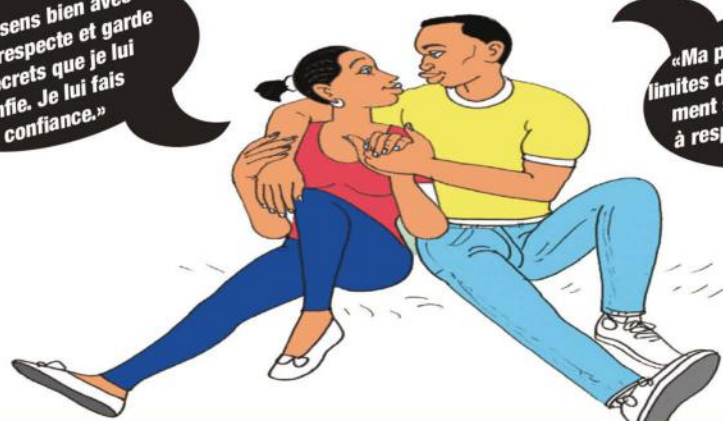
Dr M. F. K. : « Il manque également un espace pour les jeunes afin qu'ils puissent discuter sur leur santé sexuelle et reproductive »

La formation et le projet viennent au moment adéquat, vu les nombreuses difficultés rencontrées, à savoir l'intégration des jeunes populations clés à travers le service santé sexuelle et reproductive des jeunes ainsi que le service VIH. Nous sommes confrontés à des problèmes financiers et techniques, notamment un local inadapté, les services sont délocalisés et l'intégration devient ainsi difficile. Aussi, les adolescents ne sont pas bien intégrés dans le circuit et ils n'ont pas de médiateurs, qui pourraient jouer le rôle d'accompagnateurs au sein de nos structures en vue de mieux les intégrer et les accompagner dans le suivi. Pour améliorer la prise en charge, il faudrait un plaidoyer au niveau central pour l'accompagnement des jeunes (ministères de la Santé, de l'Education et de la Jeunesse, ONG et partenaires du projet.) A terme, le plaidoyer devrait permettre aux jeunes de participer aux prises de décision. Enfin, notons qu'au niveau du site, les services SSR et VIH sont assez éloignés et qui plus est, les références sont bonnes, mais la coordination fait défaut. Il manque également un espace pour les jeunes afin qu'ils puissent discuter sur leur santé sexuelle et reproductive. Un appui technique et financier pour la création de ce cadre d'échange ainsi qu'un jeune médiateur pour les jeunes serait bienvenu pour un accompagnement réussi.

**DR MAME FATOU KA**

Médecin de prise en charge VIH au niveau du Centre de Santé Philippe Senghor, District Ouest Dakar

«Je me sens bien avec lui car il respecte et garde les secrets que je lui confie. Je lui fais confiance.»



«Ma partenaire à des limites dans son comportement sexuel, j'ai appris à respecter ses limites.»



Du 3 au 5 février 2020, s'est tenu, dans les locaux de l'ANCS, un atelier sur les techniques de plaidoyer en direction des jeunes populations clés pour la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Cette rencontre, qui a réuni plusieurs jeunes venant des différentes régions du Sénégal, entre dans le cadre de la mise en œuvre du programme KOraduB.

TECHNIQUES DE PLAIDOYER RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES JEUNES POPULATIONS CLÉS

Par **Issa NIANG** (Responsable Communication et Marketing)

D'entrée, le plaidoyer est défini comme un processus, une stratégie de communication fondée sur une argumentation pour convaincre et influencer un décideur, en vue de changer une politique, une pratique, une norme sociale ou un budget, afin d'améliorer une situation donnée.

Les jeunes leaders populations clés venant de différentes régions (Dakar, Thiès, Mbour, Ziguinchor, Saint-Louis) ont manifesté leurs intérêts d'acquiescer des connaissances sur les techniques de plaidoyer. Cette rencontre était donc l'occasion, pour eux, de s'exprimer, de rédiger des stratégies de communication en vue d'apporter leur contribution sur la question de la discrimination et de la stigmatisation subies par ces jeunes populations clés.

Lors de cet atelier, les participants ont eu le privilège de bénéficier de l'expérience de certains leaders communautaires impliqués avec l'organisation d'un panel. Cette tribune a réuni autour de la table des personnalités de la société civile impliquées dans la réponse au VIH depuis plusieurs années : Alioune Fall de HACI, Jean-Marie Moise du CCM, Diadji Diouf du RENAPOC, Soukèye Ndiaye du RNP+ et enfin Abdoulaye Ka du CNLS en tant que modérateurs. Les échanges autour de ce panel ont permis aux jeunes leaders populations clés d'être éduqués sur les enjeux stratégiques et programmatiques dans la réponse au VIH. Cette formation sur le plaidoyer des jeunes devrait, à terme, permettre de renforcer les compétences et savoir-faire de ces jeunes leaders dans l'élaboration de plans d'action pour la promotion de droits humains et du genre dans le contexte du VIH et de la SSR chez les populations clés (lois VIH, révision des lois punitives, environnement favorable, vulgarisation des droits humains, plaidoyer et programme) basés sur les expériences nationales.

En plus de la formation sur les techniques de plaidoyer, ces jeunes ont été également initiés aux techniques de lobbying et d'influence afin de lutter contre la discrimination et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH. Le lobbying est défini comme étant un ensemble d'actions exercées par un groupe de pression sur une ou des autorités pour défendre des intérêts particuliers. Quant à l'influence, elle est considérée comme l'ensemble des techniques pour engager une personne dans un sens souhaité.

Parmi les principales recommandations de l'atelier, on peut noter la mise à contribution des réseaux sociaux et autres plateformes afin de



mieux transmettre les messages de prévention VIH/sida, d'amener les gens à changer leur perception en parlant positivement sur le VIH. Il s'agira, également, de former les jeunes sur les outils de sensibilisation et de prévention, mais aussi sur le dépistage démedicalisé. Enfin, une autre recommandation préconise la promotion de l'application Hello Ado afin d'éduquer les jeunes sur la sexualité et les risques du multi partenariat.

RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS

En ce qui concerne les recommandations des participants, il a été retenu d'assurer un bon suivi du processus, mais également de mettre en place une équipe de plaidoyer sur les techniques de communication et de prise de parole en public. De plus, un renforcement de la formation des jeunes en techniques de leadership pourrait leur permettre de développer les aptitudes nécessaires pour dérouler un bon plaidoyer. A l'avenir, une visite d'un site de prise en charge sera éventuellement programmée, afin de permettre aux participants de s'exercer au plaidoyer. Comme dernière recommandation, un système de suivi et d'évaluation du plan d'action de plaidoyer est préconisé pour s'assurer de sa réalisation effective.

C. A. S. **« Cet atelier de sensibilisation des jeunes sur les techniques de plaidoyer est d'une importance capitale »**
 (Thiès)

L'atelier est une très bonne initiative, dans la mesure où il rassemble des jeunes populations clés. De plus, il a contribué à enrichir nos connaissances sur le VIH. Sans omettre le fait que les jeunes sont les principaux acteurs et cibles de cet atelier, étant les plus vulnérables et ainsi plus susceptibles d'être contaminés. Dès lors, cet atelier de sensibilisation des jeunes sur les techniques de plaidoyer est d'une importance capitale. En vue d'améliorer les conditions des jeunes populations clés, il est nécessaire de fournir un appui aux jeunes qui sont engagés et motivés. Cela dit, une motivation financière dans la prise en charge est également indispensable, parce qu'il existe de nombreux risques allant jusqu'à de possibles confrontations avec la police. En atteste certaines tracasseries policières des populations clés cachées. Enfin, la recommandation que je pourrais faire est, encore une fois, d'améliorer la prise en charge afin qu'on puisse mener à bien nos activités de dépistage sur le terrain.

F. D. **« Elaborer un plaidoyer en faveur des jeunes populations clés »**
 (Association KIRAAAY)

Cet atelier de formation a tout son intérêt, étant donné que les divers problèmes des jeunes ont été exposés. Aussi, le facilitateur a contribué à une meilleure compréhension du sujet et à faire en sorte que l'on soit en mesure d'élaborer un plaidoyer en faveur des jeunes populations clés. Pour ce qui est de l'amélioration des conditions des jeunes populations clés, la sensibilisation est la première tâche à accomplir, puisqu'avant de traiter la question de la prise en charge, il faudrait, au préalable, disposer d'une bonne connaissance de la cible. Cette sensibilisation doit surtout avoir un caractère informatif, et la finalité est de fournir de nombreux renseignements sur la problématique du VIH. Enfin, pour une meilleure optimisation de la prise en charge, la stigmatisation et la discrimination constatées dans les sites de prise en charge devraient être éradiquées ainsi qu'une distribution plus ponctuelle des ARV. Enfin, la participation des jeunes est indispensable dans ce combat, bien qu'ils doivent être soutenus dans ce processus pour qu'en 2030, le VIH puisse totalement être éradiqué.

L. D. **« Les jeunes n'ont pas connaissance des véritables dangers de la désinformation concernant les risques de la maladie... »**
 (Association Weer Weerlé Ziguinchor)

L'intérêt de l'atelier réside dans le fait que de nombreuses connaissances ont été acquises en ce qui concerne la lutte contre le VIH. De plus, en ce qui concerne la prise en charge des populations clés, un accent devrait être mis sur l'information à travers des journées de sensibilisation. Car (les jeunes) n'ont pas connaissance des véritables dangers de la désinformation concernant les risques de la maladie ainsi que les moyens de prévention. Cela dit, les jeunes détiennent assez de connaissances pour véhiculer les informations nécessaires au public profane.

M. L. S. **« L'intégration complète des services sans stigmatisation, ni discrimination à tous les niveaux »**
 (Médiateur à l'hôpital Albert Royer)

Cet atelier a été très instructif, car ayant permis de cerner la conception du plaidoyer ainsi que les messages clés à intégrer afin d'attirer l'attention et, à terme, améliorer la qualité de la prise en charge de certains besoins des jeunes. Par conséquent, l'intégration complète des services, sans stigmatisation, ni discrimination à tous les niveaux, autant chez les PVVHI que chez les populations clés est primordiale ainsi qu'un meilleur traitement, notamment dans les services de SSR. Aussi, l'accès aux préservatifs, lubrifiants ainsi que des pilules pour la PREP est important.


M. FAM
 (Activiste des droits humains et membre du RNP+)

« Une écoute active et un accompagnement constituent les besoins majeurs des jeunes »

Cet atelier trouve toute son importance, dans la mesure où il nous offre un renforcement de capacités quant aux défis à relever dans la problématique du VIH. Cette rencontre nous conscientise également sur la place non négligeable des jeunes leaders de la société civile. Hormis cela, d'autres problèmes découlant dans les régions hors de Dakar ont pu être découverts et ceux-ci seront bien évidemment pris en compte lors du plaidoyer. En effet, une écoute active et un accompagnement constituent les besoins majeurs des jeunes. Et l'émancipation des jeunes dans la vie active et socioprofessionnelle fait partie intégrante de nos objectifs. Enfin, pour le développement de nos capacités et prédispositions dans cette lutte, nous avons besoin d'être encouragés et assistés afin de trouver des solutions à la problématique du VIH.

O. K.
 (Etudiant en communication Kaolack)

« Nous aimerions voir un meilleur accès des populations clés dans les services de soins, particulièrement au niveau de l'accueil »

Cet atelier est une bonne initiative, parce qu'ayant contribué à une meilleure découverte de notre personne en elle-même, de nos objectifs et compétences qui pourraient, à terme, nous permettre d'atteindre les résultats escomptés. Pour une meilleure prise en charge des jeunes populations clés, il nous faudrait cultiver certaines valeurs comme le respect de soi qui pourrait pallier le problème récurrent qu'est la stigmatisation. Aussi, nous aimerions voir un meilleur accès des populations clés dans les services de soins, particulièrement au niveau de l'accueil, dans la mesure où le personnel subalterne observe certains comportements discriminatoires à l'endroit de ces jeunes.

ANONYME
 Représentant Aids Sénégal à Saint-Louis

« Aux jeunes de participer à la prise de décision... »

Cet atelier trouve toute sa pertinence, étant donné le contexte particulier dans lequel nous nous trouvons. Contexte où les jeunes sont les plus exposés aux risques de contracter le VIH ainsi qu'aux infections sexuellement transmissibles (IST). De plus, ils subissent la stigmatisation, les violations de droits d'ordre physique ou verbal. D'où la nécessité de fournir une formation adaptée à ces jeunes à travers des campagnes de sensibilisation et des activités de plaidoyer. Mais surtout de les encourager et les inciter à agir afin qu'ils puissent atteindre de hautes sphères décisionnelles. Le consultant l'a d'ailleurs souligné lors de la rencontre, pour dire qu'il revient non plus seulement aux autorités de décider, mais plutôt aux jeunes de participer à cette prise de décision. En effet, le plaidoyer permet non pas d'imposer ou de révolutionner certaines lois sensibles, mais plutôt de favoriser certains changements. C'est fort de cela que les activités de plaidoyer contribuent donc à sensibiliser et à influencer le changement de comportement. Toutefois, les prestataires de santé gagneraient à observer un meilleur comportement envers les jeunes populations clés, afin de les mettre plus en confiance.



